

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 23/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LARRONDE SA

Chemin des Carrières
64 250 Souraïde

Références : ED/UbD40-64B/D2026
Code AIOT : 0005204510

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement LARRONDE SA implanté au lieu dit La Forêt 64 250 Ainhoa. L'inspection a été annoncée le 27/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.geo-risques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LARRONDE SA
- La Forêt 64250 Ainhoa
- Code AIOT : 0005204510
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Larronde est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 4510/2013/015 du 11 juin 2013, une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune d'Ainhoa, sur une superficie de 227 080 m², avec une surface exploitable pour l'extraction de matériaux d'environ 117 000 m², pour une durée de 15 ans. Cette autorisation arrivera à échéance le 11 juin 2028.

La production maximale autorisée de la carrière est de 500 000 tonnes par an. Cette activité est associée à une installation de concassage criblage des matériaux d'une puissance de 1 500 kW et à l'exploitation d'une installation de transit de produits minéraux.

Thème de l'inspection :

- AN26 IGD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Conduite d'exploitation – Stockage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 6.10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.8	Demande d'action corrective	3 mois
14	Déchets	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
16	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 10-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 15	Demande d'action corrective	6 mois
21	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
22	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 23/04/2026, article 9	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 2.4	Sans objet
2	Accès à la voirie publique	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 3.3	Sans objet
3	Conduite d'exploitation – Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 6.4	Sans objet
4	Conduite d'exploitation – Stabilité du massif rocheux	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 6.9	Sans objet
6	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 7	Sans objet
8	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.1	Sans objet
10	Eaux	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.3	Sans objet
11	Surveillance de la qualité des effluents	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.7	Sans objet
13	Plan de surveillance des retombés de poussières – bilan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Sans objet
15	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.12	Sans objet
17	Bruits	Arrêté Préfectoral du 14/08/2013, article 11.1-4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
19	Politique de prévention des accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 7	Sans objet
20	Politique de prévention des accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que de gros efforts de rangement et de nettoyage ont été entrepris sur la carrière.

Il reste encore des améliorations à apporter notamment pour :

- le stockage des produits dangereux et la rétention des eaux d'extinction incendie,
- la remise en place des carters de protection sur les convoyeurs à bandes et le nettoyage des structures,
- le suivi de l'élimination des déchets dangereux sur l'application Trackdéchets,
- des compléments à apporter sur la plan d'exploitation,
- la traçabilité de la levée des non-conformités sur les installations électriques,
- la finalisation de la mise en place du POI pour la verse à stérile classée en catégorie A selon la définition de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de production et durée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation d'exploitation de la carrière, rubrique 2510-1, est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire. Les activités non visées par la rubrique 2510-1, ne sont pas soumises à la limitation de durée de l'autorisation.</p> <p>Le tonnage total de matériaux calcaire à extraire est d'environ 5 millions de tonnes.</p> <p>La production maximale annuelle de matériaux à extraire est de 500 000 tonnes.</p> <p>L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation</p> <p>La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.</p> <p>La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois avant la fin de l'autorisation conformément à l'article R512-76 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La production déclarée par l'exploitant pour l'année 2025 est inférieure à la limite maximale autorisée.</p> <p>L'échéance de l'autorisation est fixée au 11 juin 2028.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès à la voirie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 3.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Accès à la voirie publique
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement. Un système de nettoyage des roues des véhicules doit être mis en place avant leur accès sur la voie publique.
Constats : L'accès à la voie publique est correct. Il n'est pas constaté de détérioration de la voirie empruntée. Un dispositif de nettoyage des roues est installé à l'entrée du pont bascule.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite d'exploitation – Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur d'extraction
Prescription contrôlée : L'épaisseur maximale de l'extraction autorisée est de 150 mètres. La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à + 65 mètres NGF.
Constats : La cote minimale d'extraction est de + 80 m NGF, soit une hauteur défilée de 135 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conduite d'exploitation – Stabilité du massif rocheux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 6.9
Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité du massif rocheux d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de l'ensemble des fronts de taille. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées, portant sur les instabilités d'ensemble du massif, les instabilités de blocs et les instabilités liées aux circulations des eaux souterraines et météoriques. Toute anomalie constatée, doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a mis en place un registre de surveillance de la stabilité générale des fronts. Ce suivi a mis en évidence l'existence d'une faille ouverte sur d'anciens fronts situés au nord du gisement entre les cotes 100 et 125 m NGF, sur un secteur karstifié. Afin de réduire le risque pour le personnel, la circulation a été interdite autour de cette faille. Une étude structurale générale a été demandée au bureau d'étude TRACTEBEL, afin de déterminer les actions à entreprendre pour stabiliser, surveiller et traiter cette instabilité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'étude structurale générale de Tractebel à la DREAL, accompagné d'un plan d'action permettant de traiter cette zone d'instabilité sur les anciens fronts nord.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conduite d'exploitation – Stockage des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 6.10
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets inertes non dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalisera le stockage des stériles, des matériaux de découverte et des déchets inertes non dangereux sur 2 zones :</p> <ul style="list-style-type: none">- la zone de remblai n°2, implantée au sud de l'extraction. Cette zone est répartie en deux espaces distincts :<ul style="list-style-type: none">* la zone aval d'une superficie d'environ 13 500 m². La hauteur maximale du stockage ne dépassera pas la cote 122 m NGF ;* la zone amont d'une superficie d'environ 6 500 m². La hauteur maximale du stockage ne dépassera pas la cote 145 m NGF ;- la zone de remblai n°3, implantée dans la partie sud-ouest de la fouille d'extraction. La hauteur maximale du stockage ne dépassera pas la cote 117,5 m NGF. <p>La réalisation de ces stockages respectera notamment les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- le pied des remblais de la zone n°2, sera ancré dans le terrain naturel par un terrassement préalable et des enrochements seront éventuellement mis en place en pied de pente ;- le talus de chaque remblai sera réalisé selon une pente maximale de 45° avec des gradins d'une hauteur maximale de 5 mètres ;- les matériaux mis en place seront régulièrement compactés ;- les déchets inertes issus du BTP seront stockés au-dessus du niveau piézométrique de la nappe, à une cote supérieure ou égale à + 105 m NGF ;- le profilage de la banquette permettra de collecter les eaux de ruissellement en pied de front pour les diriger vers le réseau de collecte ;- l'aménagement et la végétalisation des flancs seront coordonnés avec l'avancement des travaux ;- un dispositif de surveillance de la stabilité de chaque remblai sera mis en place.
<p>Constats :</p> <p>La verse historique a été classée en catégorie A selon la définition de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives.</p> <p>Cette verse fait l'objet d'un suivi avec le bureau d'études FONDASOL. Un diagnostic géotechnique de type G a été réalisé le 24 juillet 2025 afin d'actualiser le diagnostic de 2022.</p> <p>A ce jour, les solutions misent en place pour le confortement de la verse afin de préserver le chemin communal et le ruisseau sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• le reprofillage du chemin afin de conserver une butée en pied de verse,• la mise en place d'un écran drainant en pied de verse entre les cotes 140 et 146 m NGF, afin d'évacuer les eaux ruisselant sur la verse,• le drainage des eaux pluviales ruisselant sur la verse pour les évacuer à l'extérieur du glissement et éviter qu'elles ne s'infiltrent dans les matériaux vers le substratum,• la mise en place d'une protection (bâche ancrée) en amont de la zone de glissement, au-dessus des fissures ouvertes. <p>Un suivi de la stabilité a été mis en place. Le suivi visuel a été complété par :</p> <ul style="list-style-type: none">• un inclinomètre sur une profondeur de l'ordre de 30 m sur une plateforme terrassée dans la zone glissée,• un piézomètre d'une profondeur d'environ 20 m sur cette même plateforme,• trois cibles permettant un relevé géométrique par drone. Ces cibles sont situées :<ul style="list-style-type: none">◦ une cible en haut de la verse, hors zone de glissement◦ une cible en aval de la fissure, partie haute du glissement◦ une cible en pied de verse, le long du chemin communal <p>Le rapport FONDASOL du 24 juillet 2025 ne présente que quelques mesures et ne donne aucune</p>

<p>conclusion ni préconisation.</p> <p>Le remblai n°3, n'est pas encore créé.</p> <p>Aucun apport de déchet extérieur n'est fait sur ce site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL sous 2 mois, le bilan annuel du suivi géo-technique de cette versée, accompagné du programme de suivi ou de travaux qui sera mis en place selon les préconisations de FONDASOL.</p> <p>Le rapport de FONDASOL devra conclure sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la pertinence ou non de réaliser le mur poids en pied de versée, • la nécessité ou non de réaliser un second piézomètre, • la nécessité ou non d'assurer un suivi continu de la hauteur piézométrique et/ou d'un déplacement angulaire de l'inclinomètre, • la périodicité des mesures de suivi à réaliser.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Sécurité du public

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.1 Clôtures et accès</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, notamment l'accès au bord de la fouille en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part à proximité des zones clôturées.</p> <p>Une bouée munie d'une touline de 30 mètres, est placée sur la berge du plan d'eau et des bassins de décantation.</p> <p>7.2 Éloignement des excavations</p> <p>Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.</p> <p>Cette bande d'au moins 10 mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.</p> <p>De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p> <p>Le sous cavage est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi de l'état des clôtures est en place et une traçabilité de cette surveillance est disponible.</p> <p>La zone de glissement le long du chemin rural n° 52 est sécurisée par une clôture.</p> <p>Quelques zones permettent un passage pour des piétons.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter ou d'améliorer la clôture périphérique.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 8
--

Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant où sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres ;
- les clôtures et panneaux de signalisation ;
- les bords de la fouille et les talus ;
- les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs (cote NGF) ;
- les zones en cours d'exploitation
- * les zones déjà exploitées non remises en état ;
- les zones remises en état ;
- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;
- les bornes visées à l'article 3.2 et le piquetage du périmètre d'extraction;
- les pistes et voies de circulation ;
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ;
- les installations fixes de toute nature (basculs, locaux, installations de traitement, ...)

Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes est transmise chaque année à l'Inspection des Installations Classées.

Constats :

Le plan d'exploitation a été établi par GéoFalco le 31 décembre 2025.

Ce plan n'indique pas :

- la topographie périphérique au site sur au moins 50 m,
- la topographie à l'est de la versé historique,
- les surfaces en exploitation, remise en état ou non,
- les équipements de suivi de la versé (piézomètre, inclinomètre, cibles), drains,
- les cotes d'altitudes significatives notamment pour les points bas du carreau de la carrière,
- les réseaux d'eau (erreur sur la nature du réseau en provenance de l'exhaure : AEP, présence d'une échelle limnimétrique sur les fronts sud-est ?),
- les bornes de nivellement,

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour le plan d'exploitation 2026, prendre en compte les manques et erreurs constatées, pour répondre aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté d'autorisation de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 8 mois

N° 8 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ou de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les voies de circulation publiques doivent être débarrassées de tous gravats ou boue qui ont pu être déposés par les véhicules accédant ou provenant de la carrière. Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tout résidu susceptibles de polluer les eaux superficielles et souterraines.
Constats : La surveillance directe de la carrière par le chef de carrière est complétée par celle du responsable d'exploitation ainsi que par des compétences apportées par le pôle GSD du groupe Durruty. Cette surveillance s'inscrit à travers un engagement de la direction à mettre en œuvre une politique de prévention des accidents majeurs rendues obligatoire par la qualification de l'ancienne verse en catégorie A définie par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier : <ul style="list-style-type: none">• Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée.* Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer en dehors de l'aire étanche prévue ci-dessus, à condition de disposer à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement.• Chaque équipement de travail mobile doit être équipé d'un kit de produits absorbants pour hydrocarbures.* L'aire de distribution de liquides inflammables doit être pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés, permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés dans des endroits visibles, facilement accessibles, proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

<p>- L'aire de lavage des engins doit être étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; ◦ 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres. Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques.</p> <p>Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé. • L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services d'incendie et de secours. <p>En cas de pollution accidentelle, l'exploitant informe l'inspecteur des installations classées, l'ARS et le gestionnaire du captage d'eau potable de « Cherchebruit », en aval hydraulique du site. Il détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées, l'ARS et le gestionnaire du captage, du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle du dispositif de détection des fuites du réservoir d'hydrocarbures enterré, a été réalisé par ICC le 29 mars 2023.</p> <p>Les additifs au GNR stockés en fût, ne sont pas placés au-dessus de rétention.</p> <p>L'identification des produits dangereux et les pictogrammes de dangers ne sont pas facilement lisibles.</p> <p>La zone de stockage de produits polluants et ou dangereux, demeure encombrée et le sol n'est pas étanche.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures a été vidangé le 14 octobre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Chaque produit dangereux doit être placé au-dessus d'une rétention étanche.</p> <p>L'identification des produits dangereux ainsi que les pictogrammes de dangers doivent être facilement lisible sans chercher autour de chaque contenant. Il en est de même pour les récipients de transferts d'huiles.</p> <p>Les zones de stockage des produits dangereux doivent être libre d'accès avec un sol étanche.</p> <p>Il convient de déterminer le volume de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie selon les notes techniques D9 et D9a, et d'aménager la zone de stockage des produits dangereux pour respecter ces besoins en rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 10 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. Les eaux utilisées sur le site proviennent : <ul style="list-style-type: none">- d'un captage dans le ruisseau Ugaroreco en alimentation gravitaire du site. La quantité maximale annuelle est limitée à 2 000 m³/an ;- du pompage d'exhaure de la fouille d'extraction. Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateur agréé. Le relevé est effectué mensuellement et les résultats sont inscrits sur un registre. Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement, ainsi que de projets concernant la réduction des consommations d'eau, devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées. Chaque année l'exploitant transmet à l'inspecteur des installations classées ses consommations d'eau de l'année précédente. 9.3.1 Usages domestiques En cas de raccordement du site au réseau public de distribution d'eau potable, l'exploitant mettra en place un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes afin d'isoler les eaux et d'éviter des retours dans le réseau d'eau publique. 9.3.2 Usages industriels Le lavage des matériaux n'est pas autorisé sur le site. 9.3.3 Rabattement de la nappe d'eau souterraine Les installations de pompage d'eau d'exhaure en fond de carrière sont munies de dispositifs totalisateurs agréés. Leurs indications sont relevées hebdomadairement et consignées sur un registre, ainsi que les volumes mensuels et annuels. Le débit du pompage d'exhaure est limité à 180 m ³ /h. Chaque année l'exploitant transmet à l'inspecteur des installations classées les volumes d'eau extrait de la nappe de l'année précédente.
Constats : Pour l'année 2025, les prélèvements d'eau s'établissent comme suit : <ul style="list-style-type: none">• Eau d'exhaure : 218 605 m³• Eau industrielle (traitement des poussières) prélevé sur l'exhaure : 133m³
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Surveillance de la qualité des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des effluents
Prescription contrôlée : 9.7.1 Points de prélèvements et de mesures Un point de prélèvement d'échantillon et de mesures de la qualité de l'effluent doit être aménagé : <ul style="list-style-type: none">- en sortie des dispositifs de traitement interne, avant rejet vers le milieu naturel,- au point de rejet de l'eau d'exhaure dans le ruisseau Ugaroreco. Cet émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Un point de prélèvement d'échantillon et de mesures de la qualité du ruisseau Ugaroreco, doit être aménagé :

<p>- en amont du rejet d'exhaure ;</p> <p>- en aval du rejet d'exhaure à une distance qui permette un bon mélange du rejet avec les eaux du ruisseau Ugaroreco.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées et du service en charge de la police des eaux.</p> <p>9.7.2 Contrôle de la qualité des eaux</p> <p>L'exploitant doit faire procéder, deux fois par an, par un laboratoire agréé, à une analyse des eaux rejetées vers le milieu naturel. Cette analyse portera sur les paramètres mentionnés aux articles et ci-dessus. Ces mesures seront accompagnées d'un contrôle de la qualité des eaux du ruisseau Ugaroreco, portant sur les paramètres susvisés, en amont et en aval du point de rejet.</p> <p>Les résultats d'analyses commentés doivent être transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur connaissance par l'exploitant. Toute anomalie est signalée sans délai.</p> <p>Constats :</p> <p>Le bilan des rejets d'eau et de suivi des eaux souterraines pour l'année 2025, n'indique aucun dépassement de VLE.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.8
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère, des fumées épaisses, buées, suies, poussières ou gaz malodorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à l'agriculture, à la protection de la nature et à l'environnement, ainsi qu'à la conservation des sites et monuments.</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • par la limitation de la vitesse de circulation des camions et engins ; • les véhicules doivent être conformes aux normes réglementaires de construction ; • les chemins et voies d'accès doivent être régulièrement entretenus ; - le nettoyage des roues de chaque véhicule de transport sortant du site ; - la mise en place d'un système d'arrosage des pistes en période sèche ; - le stockage sous hangar des sables ; - l'abattement des poussières par brumisation ou capotage ; - la mise en place d'écran de végétation et d'engazonnement des surfaces où cela est possible. <p>9.8.1 Retombées de poussières</p> <p>Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Il comporte au minimum 6 plaquettes de dépôt implantées autour du périmètre de l'autorisation. Cette implantation tient compte des vents dominants. L'implantation et l'exploitation de ces plaquettes sont conformes à la norme NFX 43-007.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs, sont effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une fois par mois durant les six mois de la saison estivale ; - tous les deux en dehors de la période hivernale. <p>Les résultats de ces mesures accompagnées de leurs interprétations sont transmis semestriellement à l'inspection des installations classées.</p> <p>9.8.2 Dispositifs de limitation d'émission de poussières</p>

<p>Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.</p> <p>Les stockages extérieurs de produits minéraux solides ou pulvérulents doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, et être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ils doivent être réalisés sous abri ou en silos</p>
<p>Constats :</p> <p>Une grosse opération de nettoyage des bâtiments et des plateformes a été réalisée.</p> <p>Il reste à finaliser la remise en place des capotages de convoyeurs et à nettoyer les structures des convoyeurs sur l'unité de traitement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de finaliser les opérations de remise en place des capotages des convoyeurs à bandes sur les installations, et de procéder à un nettoyage complet des structures métalliques des convoyeurs et de réaliser une inspection pour la corrosion de celle-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Plan de surveillance des retombés de poussières – bilan

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des retombés de poussières – bilan</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>19.9. - Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p> <p>NOTA :</p> <p>Conformément à l'article 14 de l'arrêté du 30 septembre 2016, les dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 22 septembre 1994 entrent en vigueur le 1er janvier 2017 à l'exclusion des dispositions :- de l'article 19.2 qui entrent en vigueur le 1er janvier 2020 ;- des articles 19.4, 19.6 à 19.9 qui entrent en vigueur le 1er janvier 2018, pour les exploitations de carrière existantes au 1er janvier 2017.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance des retombées de poussières est réalisée.</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats du suivi 2025, ainsi que le bilan annuel. Ceux-ci sont inférieurs au seuil de 500 mg/m²/jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits.</p> <p>Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.</p> <p>Les déchets produits sur le site (pièces d'usure des engins, etc) doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol,</p>

<p>des odeurs).</p> <p>Les déchets banals (bois, papiers, verre, plastiques, caoutchouc, etc) et non contaminés par des substances toxiques, peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.</p> <p>Les déchets industriels spéciaux (huiles) doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.</p> <p>Les déchets produits (déchets ménagers du personnel, chiffons, emballages divers), à l'exception des matériaux de découverte et les stériles, sont stockés dans de petits récipients et évacués selon une filière réglementaire.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur une aire de rétention étanche et à l'abri des eaux météoriques.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p> <p>Les déchets d'emballage de produits explosifs, sous réserve qu'il n'en résulte pas de gêne notable pour le voisinage ni de risque incendie pour le reste de l'installation, peuvent, après avoir été débarrassés des résidus de produits explosifs qu'ils pourraient contenir, être détruits dans les conditions définies aux articles 75 à 80 du décret n°79-846 du 28 septembre 1979.</p> <p>Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux sont conservés pendant au moins 3 ans</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un bordereau de pompage du séparateur d'hydrocarbures par l'entreprise Lamothe à Urrugne en date du 14 octobre 2025 pour un volume de 3 m³. Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter ni un bordereau de suivi des déchets, ni un suivi sur la plateforme Trackdéchets.</p> <p>L'exploitant a mis en place un tri de sa collecte des déchets avec différents bacs, clairement identifiés et correctement gérés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à la DREAL la justification du traitement des déchets de pompage du séparateur d'hydrocarbures par une filière autorisée.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'en application de l'article L.541-2 du code de l'environnement :</p> <p><i>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</i></p> <p><i>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</i></p> <p><i>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : Plan de gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 9.12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit avant le début de l'exploitation un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction

<p>qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; • une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ; • les éléments issus de l'étude de dangers propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets doit être mis à jour en août 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 10-3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être réalisées et entretenues selon les dispositions du décret du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Elles sont maintenues en bon état. Elles sont périodiquement contrôlées (au moins une fois par an) par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques ont été vérifiées par l'APAVE le 6 novembre 2025. Seul le rapport Q18 est présent sur le site</p> <p>Cette vérification fait apparaître des non-conformités importantes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL, la copie des conclusions du rapport électrique de l'APAVE du 6/11/2025, avec le plan d'action permettant de supprimer les non-conformités relevées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 17 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2013, article 11.1-4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles
Prescription contrôlée : 11.1.4 Contrôles Tous les trois ans, l'exploitant fait réaliser une campagne de mesurage des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. En cas de mise en service du groupe mobile de concassage et de criblage, l'exploitant fait réaliser un nouveau contrôle des niveaux sonores dans un délai de 3 mois, à compter de la mise en service de cet équipement. Les résultats et l'interprétation de ces mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans le mois suivant leur réalisation. Les frais occasionnés par tous ces différents contrôles sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Les mesures de bruits ont été réalisées le 13 juin 2025 par NORMEC Adiolab PBE. Le rapport conclu que les niveaux de bruits générés par l'installation sont conformes en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2013, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Constitution des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L516-1 du Code de l'Environnement dans les conditions suivantes.
Constats : Les garanties financières sont constituées jusqu'au 11 juin 2028. Au regard des surfaces en chantier, en exploitation et des fronts non remis en état, définies dans le plan d'exploitation, il s'avère que le montant actuel calculé est supérieur au montant couvert par les garanties financières (> 8,5%, toutefois en réduction depuis l'inspection du 18 mars 2025). L'exploitant nous indique qu'il ne lui est plus possible de réduire les surfaces en chantier et que la modification du calcul des garanties financières sera intégrée dans le dossier de renouvellement d'exploitation qui sera déposé en 2027.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de poursuivre les travaux de remise en état sur chaque front qu'il aura poussé en position définitive et qui ne sera pas utilisé pour les besoins de l'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 19 : Politique de prévention des accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Politique de prévention des accidents majeurs
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant d'une installation de gestion de déchets classée dans la catégorie A conformément à l'annexe VII du présent arrêté, définit une politique de prévention des accidents majeurs. La politique de prévention des accidents majeurs comprend les objectifs et les principes d'action généraux de l'exploitant en ce qui concerne la maîtrise des risques d'accidents majeurs.</p> <p>L'exploitant définit les moyens pour l'application de cette politique. Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans le plan de gestion des déchets. L'exploitant désigne un responsable de la sécurité chargé de la mise en œuvre et du suivi périodique de la politique de prévention des accidents majeurs. L'exploitant assure l'information du personnel de l'établissement sur la politique de prévention des accidents majeurs. L'exploitant décrit la politique de prévention des accidents majeurs dans un document maintenu à jour et annexé au plan de gestion des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entreprise dispose d'une charte de : Politique Qualité Sécurité Environnement et Responsabilité sociétale.</p> <p>En complément elle s'engage à mettre à disposition du responsable granulats et du chef de carrière l'ensemble des moyens humains, techniques et financiers nécessaires à la mise en œuvre et à l'application rigoureuse du Système de Gestion de la Sécurité. Cette démarche s'appuie sur les compétences des services supports, et plus particulièrement sur le Directeur QSE, en charge du pilotage opérationnel du SGS.</p> <p>Cet engagement se décline en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une analyse et un traitement préventif des risques générés par les activités afin de les réduire le plus possible à la source, • L'utilisation et la diffusion des retours d'expérience internes et externes ainsi que l'analyse systématique de tout dysfonctionnement dans l'objectif d'agir sans délai pour prévenir les accidents majeurs, • La communication en toute transparence pour favoriser un climat de confiance à l'égard des parties prenantes, • La définition de moyens de communication efficace en cas d'évènement accidentel ayant ou étant susceptible d'avoir un impact sur l'environnement du site, • L'amélioration permanente des plans d'intervention et procédures de gestions de crise par la réalisation régulière d'exercices avec les équipes. <p>La Présidente s'engage à s'assurer de l'efficacité du système et de la mise en œuvre de la politique par des audits d'application du SGS dont elle confie la réalisation au service QSE ainsi qu'au moyen de bilans qui seront présentés chaque année en Revue de Direction.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Politique de prévention des accidents majeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation de gestion de déchets classée dans la catégorie A, conformément à l'annexe VII susmentionnée, met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe VI du présent arrêté. L'exploitant affecte des moyens appropriés au système de gestion de la sécurité, proportionnés aux risques des installations. Il veille à son bon fonctionnement.</p> <p>L'exploitant présente une synthèse du système de gestion de la sécurité en annexe du plan de gestion des déchets et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bilans mentionnés au point 6 de l'annexe VI du présent arrêté. Il transmet chaque année au préfet une note</p>

synthétique présentant les résultats de l'analyse définie au point 7-3 de l'annexe VI susmentionnée.
<p>Constats :</p> <p>Le document "Système de Gestion de la Sécurité", dans sa version V1 de juin 2025 est en place. Ce document reprend tous les chapitres définis à l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010.</p> <p>L'organisation et le personnel, inclus plusieurs entreprises du Groupe Durruty, avec une description de l'organisation et des personnels qui sont associés. L'organisation de la formation du personnel aux risques liés aux accidents majeurs, ainsi qu'à la mise en place du Plan d'Organisation Interne, est intégrée au plan de formation annuel.</p> <p>La mise en place de ce document doit faire l'objet d'un audit interne, à minima une fois par an, et vérifiera chaque processus du SGS.</p> <p>A l'issue de l'audit, un plan d'action doit être élaboré, et un suivi de l'avancement de ce plan d'action sera mis en place.</p> <p>Une fois par an, une Revue de Direction est organisée.</p> <p>Chaque revue de direction fait l'objet d'un « Compte-rendu de Revue de Direction » visé par la Direction Générale et le chef de carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL les dates des audits et revues de direction pour l'année 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion des déchets des installations de catégorie A est établi en cohérence avec, d'une part, la politique de prévention des accidents majeurs et, d'autre part, le système de gestion de la sécurité, prévus à l'article 7.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets doit être révisé en août 2026.</p> <p>Ce nouveau plan de gestion des déchets pourra séparer la gestion des versées en exploitation et la versée historique qui n'accueille plus de nouveaux déchets d'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion devra être complété avec certains éléments de préventions du SGS et placer en annexe la charte de politique de prévention des accidents majeurs de l'entreprise.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le nouveau plan de gestion de la sécurité devra intégrer les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 22 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2026, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation de gestion de déchets classée dans la catégorie A élabore un plan</p>

d'opération interne pour la gestion des situations d'urgence. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est communiqué aux services de secours. Il est testé régulièrement et au minimum une fois par an. Il est annexé au plan de gestion et mis à jour à chaque révision de ce dernier. Il fixe également les conditions de remise en état, de dépollution et de restauration des milieux en cas d'accident majeur.

Constats :

L'exploitant a élaboré un POI, version de juin 2025.

Ce plan identifie clairement le risque, l'organisation des secours internes, les procédures d'urgences à adopter selon le type d'incident, les procédures de suivi, la détection d'anomalie, les mesures d'évacuation et de rassemblement, la coordination avec les secours et la gestion des communications.

Les moyens de prévention et de protection sont également identifiés.

A ce jour le POI n'a pas encore été communiqué aux services de secours, ni fait l'objet d'aucun exercice.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de communiquer le POI aux services du SDIS, et de réaliser un exercice permettant de tester ce plan.

Afin de suivre les différentes révisions de ces documents, il est demandé à l'exploitant d'intégrer un système de suivi des éventuelles révisions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois